

La Russie : un coup dévastateur pour l'avenir énergétique de l'Europe?



L'observation des réactions à l'annulation du projet South Stream a été jubilatoire, mais elle nécessite d'être expliquée très attentivement. Afin de comprendre ce qui est arrivé, il est d'abord utile de revenir sur la façon dont les relations russo-européennes se sont développées au cours des années 1990.

À l'époque, il ne faisait aucun doute que la Russie deviendrait le grand fournisseur d'énergie et de matières premières de l'Europe. C'était la période de la grande ruée vers le gaz, quand les Européens anticipaient des fournitures russes illimitées et infinies.

L'accroissement du rôle du gaz russe dans le mélange énergétique européen a permis à l'Europe de se défaire de son industrie au charbon, de diminuer ainsi ses émissions de CO2 et par ailleurs d'intimider et donner des leçons au monde entier, pour qu'il fasse pareil.

Cependant, les Européens n'imaginaient pas que la Russie ne leur fournirait que de l'énergie. Ils croyaient fermement que cette énergie russe serait extraite pour eux, et par les sociétés énergétiques occidentales. Après tout, c'était la tendance générale dans la plupart des pays en cours de développement. L'Union européenne qualifie cette méthode de sécurité énergétique (un euphémisme pour justifier l'extraction énergétique dans d'autres pays, sous le contrôle de ses propres entreprises).

Mais cela ne s'est pas passé ainsi. Bien que l'industrie pétrolière russe ait été privatisée, elle est néanmoins restée principalement entre les mains de Russes. En 2000, peu après l'arrivée de Poutine au pouvoir, la tendance de privatiser l'industrie pétrolière s'est inversée. Une des principales raisons de la colère de l'Ouest a été l'arrestation de Khodorkovski, la fermeture de Loukos, puis le transfert de ses actifs à la société pétrolière d'État Rosneft, marquant ainsi l'inversion de la politique de privatisation de l'industrie pétrolière.

Dans l'industrie gazière, le processus de privatisation n'a jamais vraiment démarré. Les exportations de gaz ont continué à être contrôlées par Gazprom, préservant sa position de monopole d'État dans l'exportation de gaz. Depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, la position de Gazprom comme monopole d'État a été complètement sécurisée.

Une grande partie de la colère de l'Ouest à l'égard de Poutine s'explique par le ressentiment européen et occidental, de son refus, ainsi que de celui du gouvernement russe, d'éclater les monopoles énergétiques russes et d'ouvrir (c'est un euphémisme) l'industrie aux avantages des entreprises occidentales.

Un bon nombre d'allégations de corruption, portées régulièrement contre Poutine personnellement, ne sont destinées qu'à insinuer qu'il s'oppose à l'ouverture de l'industrie russe de l'énergie, ainsi qu'à l'éclatement et à la privatisation de Gazprom et de Rosneft, parce qu'il a un intérêt personnel investi en eux, et, dans le cas de Gazprom, qu'il en est en fait le propriétaire. Si l'on examine en détail les allégations spécifiques de corruption portées contre Poutine (comme je l'ai fait), cela devient évident.

L'ordre du jour visant à forcer la Russie à privatiser et à briser ses monopoles énergétiques n'a jamais disparu. C'est pourquoi Gazprom, malgré le service essentiel et fiable qu'elle assure à ses clients européens, est assujettie à tant de critiques. Quand les Européens se plaignent de la dépendance énergétique de l'Europe à la Russie, ils expriment leur ressentiment d'avoir à acheter du gaz à une seule société d'État russe (Gazprom), et non pas aux sociétés occidentales opérant en Russie.

Ce ressentiment est lié à la conviction, très ancrée en Europe, que la Russie est, en quelque sorte, dépendante de l'Europe, aussi bien comme client énergétique, que comme fournisseur de finances et de technologie.

C'est cette combinaison de ressentiment et d'excès de confiance qui se cache derrière les tentatives européennes répétées de légiférer sur les questions énergétiques, afin de forcer la Russie à ouvrir son secteur de l'énergie.

La première tentative a été ladite Charte de l'énergie, que la Russie a signée, mais a finalement refusé de ratifier. La dernière tentative de l'Union européenne était ledit Troisième paquet énergie. Ce paquet a été présenté comme un développement de la loi anti-concurrence et anti-monopole de l'Union européenne. En réalité, comme chacun le sait, il s'adressait à Gazprom, qui est un monopole, mais bien évidemment pas européen.

Tel est l'arrière-plan du conflit sur South Stream. Les autorités de l'Union européenne ont insisté pour que South Stream se conforme au troisième paquet énergie [1], bien que celui-ci n'ait vu le jour qu'après que les accords-cadres ont été conclus.

Conformément au troisième paquet énergie, Gazprom devait fournir le gaz, mais n'aurait eu ni la propriété de celui-ci, ni le contrôle du gazoduc destiné à l'acheminement.

Si Gazprom avait accepté cela, il aurait reconnu de fait l'autorité de l'Union européenne sur ses opérations, ce qui aurait constitué, sans aucun doute, le précédent d'une série de futures

exigences de changement de ses méthodes d'opération. En fin de compte, cela conduirait à des exigences de changement dans les structures de l'industrie de l'énergie, en Russie même.

Ce qui vient d'arriver est que les Russes ont dit non. Plutôt que de poursuivre le projet en se soumettant aux exigences européennes, comme s'y attendaient les Européens, les Russes, à l'étonnement de tout le monde, se sont retirés de l'ensemble du projet.

Cette décision était complètement inattendue. Alors que j'écris cet article, l'air est surchargé de plaintes colériques de la part des pays de l'Europe du Sud-est, qui n'ont pas été consultés, ni même informés à l'avance de cette décision. Plusieurs hommes politiques en Europe du Sud-Est (Bulgarie en particulier) s'accrochent désespérément à l'idée que l'annonce russe n'est qu'un bluff (ça ne l'est pas) et que le projet peut encore être sauvé. Du fait que les Européens s'agrippaient à l'idée d'être la seule alternative comme clients pour les Russes, ils ont été incapables de prévoir cette décision et ils sont maintenant incapables de l'expliquer.

Il est primordial d'expliquer pourquoi South Stream est important pour les pays de l'Europe du Sud-est et pour l'économie européenne dans son ensemble.

Toutes les économies du Sud-est européen sont en mauvais état. Pour ces pays, South Stream était un projet d'investissement et d'infrastructures vital, assurant leur avenir énergétique. En outre, les frais de transit qui s'y rattachaient auraient assuré une importante source de devises étrangères.

Pour l'Union européenne, le point essentiel est qu'elle est dépendante du gaz russe. D'intenses discussions ont eu lieu en Europe sur la recherche d'autres approvisionnements. Les progrès dans ce sens se sont révélés, tout au plus, médiocres. Tout simplement, les fournitures alternatives n'existent pas en quantité nécessaire pour remplacer le gaz que l'Europe reçoit de la Russie.

On a courageusement évoqué la livraison de gaz naturel liquéfié venant des États-Unis, pour remplacer le gaz fourni par gazoduc de la Russie. Non seulement le gaz étasunien est de manière inhérente plus coûteux que le gaz russe, ce qui frapperait durement les consommateurs européens et affecterait la compétitivité européenne, mais il est peu probable qu'il soit disponible en quantité suffisante. Mis à part les probables effets modérateurs de la récente chute des prix du pétrole sur l'industrie de schiste des États-Unis, compte tenu de ses antécédents de consommateur d'énergie vorace, ce pays consommera la plus grande partie sinon la totalité de l'énergie de schiste qu'il produira. Par conséquent, il est peu probable que les États-Unis puissent exporter grand-chose vers l'Europe. Il n'y a même pas les installations

pour le faire, et si jamais elles devaient être construites, il faudrait un bout de temps.

Les autres sources possibles de gaz de l'Union européenne sont pour le moins problématiques.

La production de gaz en mer du Nord est en baisse. Les importations de gaz d'Afrique du Nord et du golfe Persique sont peu susceptibles d'être disponibles dans les quantités nécessaires, tant s'en faut. Le gaz iranien n'est pas disponible pour des raisons politiques. Bien que cela puisse éventuellement changer, il est probable que les Iraniens (comme les Russes) décideront de diriger leur flux d'énergie vers l'Est, l'Inde et la Chine, plutôt que vers l'Europe.

Pour des raisons évidentes de géographie, la Russie est la source de gaz la plus logique et la plus économique pour l'Europe. Toutes les autres options impliquent des coûts économiques et politiques qui les rendent réhivitoires.

Les difficultés de l'Union européenne à trouver d'autres sources alternatives de gaz ont été cruellement exposées dans la débâcle de l'autre projet de gazoduc, Nabucco, qui devait acheminer du gaz du Caucase et d'Asie centrale vers l'Europe. Bien que le projet ait fait l'objet de discussions pendant des années, sa construction n'a jamais démarré, car, économiquement, il n'était pas rationnel.

Pendant ce temps, alors que l'Europe parle de diversifier ses approvisionnements, c'est la Russie qui matérialise des accords.

La Russie a scellé un accord clé avec l'Iran pour l'échange de pétrole iranien contre des produits industriels russes. La Russie a également accepté d'investir massivement dans l'industrie nucléaire iranienne. Si les sanctions contre l'Iran sont levées, ce jour-là les Européens trouveront les Russes déjà sur place. La Russie vient de conclure un accord massif de fourniture de gaz avec la Turquie (dont nous parlerons plus loin). Éclipsant ces accords, la Chine et la Russie ont conclu cette année deux énormes contrats de fourniture de gaz.

Les ressources énergétiques de la Russie sont énormes, mais pas infinies. Le deuxième accord avec la Chine et celui qui vient d'être conclu avec la Turquie, fait pivoter vers ces deux pays le gaz qui était précédemment affecté à l'Europe. Les volumes de gaz impliqués dans l'accord turc correspondent presque exactement à ceux précédemment destinés à South Stream. L'accord turc remplace South Stream.

Ces offres démontrent que la Russie a pris cette année la décision stratégique de réacheminer son flux énergétique à l'écart de l'Europe.

Même si les effets prendront du temps avant de se faire sentir, les conséquences pour l'Europe seront sombres. L'Europe cherche à combler un sérieux déficit énergétique. Elle ne sera en mesure de le faire que par l'achat d'énergie à un prix beaucoup plus élevé.

Les accords passés par la Russie avec la Chine et la Turquie ont été critiqués, et même ridiculisés en raison du faible prix obtenu par la Russie pour son gaz, par rapport à celui payé par l'Europe.

La différence réelle du prix n'est pas aussi importante que d'aucuns le prétendent. Cette critique ne tient pas compte du fait que le prix ne constitue qu'une partie des relations d'affaires.

En redirigeant son gaz vers la Chine, la Russie cimente les liens économiques avec le pays qu'elle considère désormais comme son allié stratégique clé, et qui a (ou qui aura bientôt) l'économie la plus importante et la croissance la plus forte du monde. En redirigeant son gaz vers la Turquie, la Russie consolide une relation naissante avec la Turquie et devient maintenant son plus important partenaire commercial.

La Turquie est un allié potentiel clé pour la Russie, consolidant la position de cette dernière dans le Caucase et la mer Noire. C'est aussi un pays de 76 millions d'habitants, avec un produit intérieur brut de 820 milliards de dollars en 2013 et une forte croissance, qui, ces deux dernières décennies, s'est de plus en plus aliénée et éloignée de l'Union européenne et de l'Ouest.

Par contre, en déroutant son gaz loin de l'Europe, la Russie s'éloigne d'un marché gazier économiquement stagnant et qui lui est (comme les événements de cette année l'ont démontré) irrémédiablement hostile. Personne ne devrait être surpris que la Russie renonce à une relation qui a été pour elle la cause d'un torrent ininterrompu de menaces et d'injures, combinés avec des leçons moralisatrices, des ingérences politiques et maintenant des sanctions. Aucune relation, d'affaires ou autre, ne peut fonctionner de cette façon et celle existant entre la Russie et l'Europe n'y fait pas l'exception.

Je n'ai rien dit à propos de l'Ukraine, parce que, à mon avis, cela a peu d'incidence sur ce sujet.

South Stream était au départ conçu pour répondre aux continuel abus de l'Ukraine, de par sa position de pays de transit (abus qui vraisemblablement continueront). Ce fait a été reconnu

par l'Europe, autant que par la Russie. C'est parce que l'Ukraine a de manière persistante abusé de sa position de pays de transit que le projet South Stream a obtenu, bien qu'avec réticence, l'approbation officielle de l'Union européenne. Fondamentalement, l'Union européenne, tout autant que la Russie, avait besoin de contourner l'Ukraine, pour sécuriser ses approvisionnements en énergie.

Les amis de l'Ukraine à Washington et à Bruxelles n'ont jamais été heureux à ce sujet, et ont constamment fait pression contre le projet South Stream.

Il faut souligner que c'est la Russie qui a torpillé South Stream, tout en ayant le choix d'aller de l'avant, en acceptant les conditions des Européens. En d'autres termes, par rapport à South Stream, les Russes considèrent les problèmes posés par le transit à travers l'Ukraine comme un moindre obstacle que les conditions imposées par l'Union européenne.

South Stream aurait pris des années à construire et son annulation n'a par conséquent aucune incidence sur la crise ukrainienne actuelle.

Les Russes ont décidé qu'ils pouvaient se permettre d'annuler le projet, estimant qu'il était plus avantageux pour leur pays de vendre ses ressources énergétiques à la Chine, à la Turquie et à d'autres pays en Asie (des projets gaziers sont en cours avec la Corée et le Japon, et peut-être aussi avec le Pakistan et l'Inde) plutôt qu'à l'Europe. Considérant la question ainsi, pour la Russie, South Stream a perdu de son intérêt. C'est pourquoi, avec la manière directe qui les caractérise, les Russes, plutôt que d'accepter les conditions des Européens, ont préféré saborder le projet.

Ce faisant, les Russes ont pris les Européens au mot. En l'occurrence, la Russie loin de dépendre de l'Europe comme client énergétique, a été contrariée, peut-être irrémédiablement, par l'Europe, dont elle est le partenaire clé économique et le fournisseur d'énergie.

Avant de terminer, j'aimerais dire quelque chose sur ceux qui pâtissent le plus de toute de cette affaire. C'est le cas des pygmées politiques corrompus et incompétents qui prétendent gouverner la Bulgarie. Si ces gens avaient eu un minimum de dignité et de fierté, ils auraient dit à la Commission européenne, quand elle a soulevé le Troisième paquet énergie, d'aller se faire voir. Si la Bulgarie avait clairement affiché son intention d'aller de l'avant avec le projet South Stream, il aurait sans aucun doute été construit. Il y aurait eu évidemment une sacrée bagarre au sein de l'Union européenne, parce que la Bulgarie aurait ouvertement bafoué le Troisième paquet énergie, mais elle aurait agi selon ses intérêts nationaux et n'aurait pas manqué d'amis au sein de l'Union européenne. Au bout du compte, elle aurait eu gain de cause.



[Parution original](#)